

**DIR PROJETS/AR-2022-448  
ARRETE DU MAIRE**

**Objet : ARRETE PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS De la CIRCULATION  
et du STATIONNEMENT  
Rue Gérard Philippe - du 16 au 27 janvier 2023**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

**Vu** le Code Pénal notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** le Code de la Route notamment ses articles L.411-1, R.411-8, R.417-10 et suivants ;

**Vu** le Code de la Voirie routière et notamment le titre 1<sup>o</sup>-dispositions communes aux voies du domaine public routier chapitre VI et VII ;

**Vu** l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière (livre I- 8<sup>o</sup> partie : signalisation temporaire) approuvés par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiés par les textes subséquents ;

**Considérant** que l'entreprise **TPH FRANCE – 15 rue du docteur Roux – 94600 CHOISY LE ROI- tél : 09.67.15.61.42** ainsi que l'entreprise **AXIANS – 12, rue Sarah Bernhardt 92600 ASNIERE SUR SEINE - tél : 01.48.11.39.70** doivent réaliser des travaux concernant la réparation d'une conduite Télécom sur trottoir face à la halle du Marché des Merisiers rue Gérard Philippe pour le compte d'Orange ;

**Considérant** qu'il convient de régler l'occupation du domaine public pour permettre le bon déroulement des travaux et assurer la sécurité des usagers en prenant toutes les dispositions nécessaires à cet effet ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les bénéficiaires sont autorisés à occuper le domaine public durant la période du 16 au 27 janvier 2023 face à la halle du Marché des Merisiers rue Gérard Philippe pour des travaux concernant la réparation d'une conduite Télécom sur trottoir. A charge pour eux de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2** : Les entreprises pourront intervenir en dehors des jours de marché à savoir le lundi, le mardi ainsi que le jeudi.

**Article 3** : Les entreprises devront faire l'ensemble des démarches administratives (DT/DICT) avant d'intervenir physiquement sur le chantier.

**Article 4** : Le marquage des réseaux devra être réalisé et maintenu durant toute la durée du chantier.

**Article 5** : Un balisage règlementaire de signalement de chantier correspondant au type de voie (ex : impasse, rue, boulevard, avenue, départementale, etc...) devra être mis en place et maintenu en parfait état durant la période des travaux.

**Article 6** : La vitesse sera réduite à 30 km/h au droit des chantiers.

**Article 7** : Un passage protégé sur trottoir sera maintenu durant toute la période des travaux.

**Article 8** : Une fouille sera réalisée sur trottoir face à la halle du Marché des Merisiers rue Gérard Philippe.

**Article 9** : La zone de travail devra être sécurisée avec des barrières de type ville de Paris.

*Trappes, la Ville solidaire !*

- Article 10 :** Les déblais devront être évacués le jour même des terrassements.
- Article 11 :** Les entreprises procéderont aussi souvent que nécessaire au nettoyage des abords du chantier.
- Article 12 :** Le stationnement de l'ensemble des véhicules de chantier et des personnes travaillant sur le site devra respecter le code de la route et la réglementation en vigueur.
- Article 13 :** Les entreprises procéderont à la réfection des lieux conformément aux cahiers des charges et aux prescriptions de SQY. La ville de Trappes se réserve le droit d'apporter toutes modifications qui lui semblera utile.
- Article 14 :** Toutes dispositions complémentaires de sécurité devront être mises en place si la situation l'exige.
- Article 15 :** Les activités de chantier sont **autorisées entre 8h30 et 17h00 les lundis, mardis et jeudis sauf les jours fériés.**
- Article 16 :** Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté doit être obligatoirement fait sur site 48 heures avant le démarrage des travaux et devra être affiché en permanence sur le chantier par l'entreprise en charge des travaux.
- Article 17 :** Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal et poursuivi conformément aux lois. Le chantier pourra être interrompu sans délai, si la sécurité des usagers se trouvait mise en cause.
- Article 18 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification, d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.
- Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.
- Article 19 :** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le chef de la Circonscription d'Agglomération d'Elancourt, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et toute autorité investie des pouvoirs de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont notification sera adressée au pétitionnaire par la voie administrative.

Fait à Trappes, 10 JAN. 2023

AII RABEH  
Maire de Trappes

